

12.2 Épargne - Patrimoine

Fin 2018, le **patrimoine** économique **national** s'établit à 15 482 milliards d'euros (Md€), soit l'équivalent de 8,0 fois le **produit intérieur net** de l'année. C'est le montant le plus élevé depuis 2012. Il s'accroît à nouveau en 2018, mais à un rythme moindre qu'en 2017 (+ 3,5 %, après + 4,6 % en 2017). Cette hausse est portée par le **patrimoine** non financier (+ 4,2 %), et principalement les terrains bâtis (+ 5,5 %). Les actifs et les passifs financiers décélèrent nettement (respectivement + 1,2 % et + 1,6 % en 2018, après + 7,7 % pour chacun en 2017). Les actifs financiers progressant moins vite que les passifs, le patrimoine financier net diminue pour s'établir à + 7 Md€ en 2018, après + 96 milliards en 2017. La valeur des **fonds propres des sociétés non financières (SNF)** marque le pas et s'élève à 9 945 Md€. Cela s'explique par une baisse importante du cours des actions à la fin de 2018. Le patrimoine net des **sociétés financières** se redresse pour s'établir à 722 Md€, leur patrimoine financier net repartant à la hausse. Enfin, le patrimoine net des **administrations publiques (APU)** progresse (+ 7,6 %) pour atteindre 303 Md€ fin 2018 après 282 milliards fin 2017.

En 2018, le patrimoine des **ménages** atteint 11 735 Md€. Il ralentit (+ 1,6 %, après 4,7 %), pâtissant lui aussi d'une baisse importante du cours des actions à la fin de l'année 2018. Leur patrimoine financier net baisse en effet pour la première fois depuis 2008 (- 2,7 %

en 2018, après + 4,9 %). Côté actifs financiers, les ménages continuent de privilégier les placements bancaires. L'encours en numéraire et dépôts progresse quasiment au même rythme qu'en 2017, soutenu par une hausse des placements sur livrets et dépôts à vue dans un contexte de taux bas. L'encours en valeur de marché des actions et parts de fonds d'investissement est en baisse de 5,4 % après une progression de 9,4 % en 2017. En particulier, le portefeuille des ménages en actions cotées diminue en 2018, en raison de la baisse importante des cours : du 31 décembre 2017 au 31 décembre 2018, point bas boursier, l'indice SBF 120 chute de 11,7 %. De surcroît, les flux nets d'acquisition d'actions et de parts de fonds d'investissement deviennent négatifs. Les actifs des ménages en assurance-vie décroissent également, en raison d'effets de valorisation négatifs. Au total, les actifs financiers des ménages diminuent de 1,0 % en 2018, après + 5,3 %.

En 2017, 49,9 % des salariés du secteur marchand non agricole, soit 8,8 millions de salariés, ont accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou d'**épargne salariale** ; 7,5 millions de ces salariés ont ainsi bénéficié en 2017 d'un complément de rémunération. Le **plan d'épargne entreprise**, qui couvre 42,8 % des salariés et sert de support principal de versement des primes de participation et d'intéressement, demeure le plus répandu des dispositifs. ■

Définitions

Épargne salariale : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

Patrimoine national : patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. Il ne comprend pas les monuments historiques.

Administrations publiques (APU), épargne des ménages, fonds propres, ménage, patrimoine, plan d'épargne entreprise (PEE), produit intérieur net (PIN), revenu disponible brut des ménages (RDB), sociétés financières, sociétés non financières (SNF), taux d'épargne des ménages, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement : voir rubrique « Définitions » en annexe.

Pour en savoir plus

- « Le patrimoine économique national en 2018 – Le patrimoine des ménages progresse moins sous l'effet de la baisse du cours des actions », *Insee Première* n° 1787, janvier 2020.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2019.
- « Participation, intéressement et épargne salariale en 2017 – Des bénéficiaires de l'intéressement pour la première fois aussi nombreux que ceux de la participation », *Dares Résultats* n° 36, Dares, août 2019.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Patrimoine national des secteurs institutionnels fin 2018

en milliards d'euros

	Ménages ¹	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ensemble de l'économie nationale
Actifs non financiers	8 041	4 999	318	2 116	15 475
<i>dont : logements</i>	3 786	732	47	65	4 630
<i>autres bâtiments et génie civil</i>	166	856	74	1 000	2 096
<i>machines et équipements</i>	41	552	18	31	642
<i>terrains</i>	3 869	1 759	129	855	6 611
Actifs financiers	5 375	9 546	15 292	1 379	31 592
<i>dont : numéraires et dépôts</i>	1 559	650	3 956	160	6 325
<i>titres de créances</i>	46	63	3 676	54	3 839
<i>crédits</i>	11	1 891	3 527	102	5 530
<i>actions et parts de fonds d'investissement</i>	1 426	5 571	2 601	625	10 223
<i>systèmes d'assurances et de garanties</i>	2 001	42	126	5	2 173
Ensemble des actifs²	13 416	14 545	15 610	3 495	47 067
Passifs financiers	1 681	11 823	14 888	3 192	31 585
<i>dont : numéraires et dépôts</i>	///	///	6 858	131	6 989
<i>titres de créances</i>	///	612	1 522	2 276	4 410
<i>crédits</i>	1 412	2 978	513	303	5 206
<i>actions et parts de fonds d'investissement</i>	10	7 224	2 421	58	9 713
<i>systèmes d'assurances et de garanties</i>	///	///	2 195	///	2 196
Patrimoine financier net³	3 694	-2 277	404	-1 813	7
Patrimoine (ou valeur nette)⁴	11 735	2 722	722	303	15 482

1. Y c. entrepreneurs individuels et institutions sans but lucratif au service des ménages. 2. Somme des actifs non financiers et des actifs financiers.
3. Différence entre les actifs financiers et les passifs financiers. 4. Différence entre l'ensemble des actifs et les passifs financiers.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux, base 2014.

Dispositifs d'épargne salariale

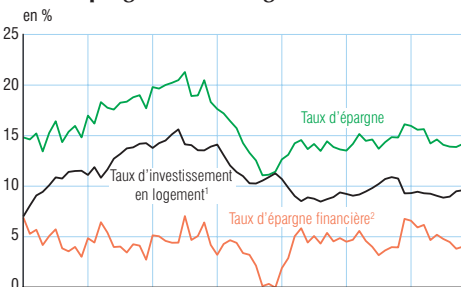
	2006	2010	2017
Participation			
Montant brut distribué ¹	6 926	7 380	7 032
Nombre de bénéficiaires ²	4 981	5 226	5 029
Montant moyen en euros	1 391	1 412	1 398
Intéressement			
Montant brut distribué ¹	6 391	7 185	9 144
Nombre de bénéficiaires ²	4 076	4 646	5 001
Montant moyen en euros	1 568	1 546	1 828
Plan d'épargne entreprise (PEE)			
Montant brut distribué ¹	1 290	1 338	1 637
Nombre de bénéficiaires ²	2 339	2 256	2 260
Montant moyen en euros	551	593	724

1. En millions d'euros. 2. En milliers.

Champ : France métropolitaine, entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, hors intérim et secteur domestique jusqu'en 2016 et France hors Mayotte, entreprises privées de 10 salariés ou plus hors agriculture, particuliers employeurs et activités extraterritoriales à partir de 2017.

Source : Dares.

Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2018



1. Rapport entre la formation brute de capital fixe des ménages et le revenu disponible brut. 2. Rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

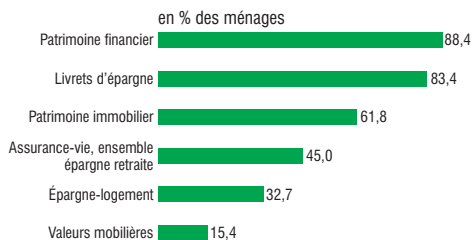
Taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'UE

	en %				
	2000 (r)	2005 (r)	2010 (r)	2015 (r)	2018
Allemagne	15,6	16,8	17,3	17,5	18,5
Autriche	15,8	16,1	14,8	12,3	13,1
Belgique	16,8	16,2	15,8	12,4	11,8
Danemark	2,4	3,5	8,6	10,0	12,1
Espagne	10,1	8,7	9,5	7,2	5,9
Finlande	9,3	7,5	9,9	7,1	6,8
France	13,3	13,5	15,6	13,7	(p) 13,9
Hongrie	10,1	12,1	11,4	12,2	11,6
Italie	13,0	14,8	11,1	10,5	9,9
Pays-Bas	9,8	9,5	13,3	16,0	(p) 15,1
Portugal	12,7	10,0	9,3	7,0	(p) 6,5
Rép. tchèque	11,5	11,0	12,7	12,0	10,8
Royaume-Uni	8,6	7,9	12,2	10,0	6,1
Slovénie	13,6	16,0	11,8	11,1	12,6
UE	11,6	11,3	12,2	10,7	10,3

Note : taux d'épargne en % du revenu disponible brut des ménages.

Source : Eurostat (extraction du 18 décembre 2019).

Taux de détention par grand type d'actif en 2018



Champ : France hors Mayotte, ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes HVP 2017-2018.

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard